

Les stratégies de la Chine à l'étranger

 cadtm.org/Les-strategies-de-la-Chine-a-l-etranger

22 juin 2018 par **Alice Jetin Duceux**



(CC - Wikimedia)

La brochure intitulée China's Overseas Expansion: An Introduction to its One Belt, One Road and BRICS Strategies (« L'expansion de la Chine à l'étranger : Une introduction aux stratégies des « nouvelles routes de la soie » et des BRICS ») a été publiée en 2017 par un groupe d'organisations non-gouvernementales principalement basées à Hong Kong. Cette brochure se propose d'expliquer les stratégies chinoises au sein des BRICS et dans le cadre de l'initiative des nouvelles routes de la soie (« One Belt, One Road » ou « Belt and Road initiative »), afin de permettre aux mouvements sociaux de se saisir et de débattre de la question.

La brochure a été publiée en 2017 par un groupe d'organisations non-gouvernementales principalement basées à Hong Kong et rééditée en 2018, agrémentée de discours délivrés par Robin Lee, Mung Siu-tat, Au Loong-yu, Chaminda Perrera et Fahmi Panimbang au Forum des Peuples sur l'initiative des nouvelles routes de la soie et des BRICS.

L'auteure principale de l'ouvrage, Robin Lee, part du constat que la Chine est maintenant une force majeure du capitalisme mondial. Depuis l'annonce de la politique d'ouverture et de réforme en 1979 (c'est-à-dire l'introduction de réformes ouvrant la voie à l'économie de marché), la Chine a en effet connu une croissance exponentielle, attirant de nombreux investissements directs étrangers (IDE) via ses zones économiques spéciales (comme Shenzhen), et bénéficiant ensuite de son intégration à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Selon Lee, le Parti communiste chinois (PCC) a en revanche revu ses priorités : si autrefois l'attraction des IDE en Chine était le principal objectif, le

gouvernement cherche maintenant à déployer la puissance économique chinoise en encourageant les entreprises chinoises à investir à l'étranger. Pour ce faire, la Chine emploie deux stratégies, resserrant d'une part ses liens économiques avec les BRICS, et se positionnant d'autre part sur de nouveaux marchés asiatiques, africains et européens à travers l'ambitieuse initiative des nouvelles routes de la soie.

"Le gouvernement chinois cherche maintenant à déployer sa puissance économique en encourageant les entreprises chinoises à investir à l'étranger"

Cette brochure se propose d'expliquer les conséquences des politiques menées par les BRICS et des nouvelles routes de la soie afin de permettre aux mouvements sociaux de se saisir et de débattre de la question.

Les BRICS, une première aubaine pour la Chine

Les BRICS sont des pays très dissemblables mais unis par leur croissance rapide et leur prépondérance dans les affaires régionales. Depuis 2009, leurs gouvernements se réunissent régulièrement avec le but affiché de « servir les intérêts communs des marchés émergents, mais aussi de construire un monde harmonieux, paisible et prospère ». Leur coopération a abouti à la création de la Nouvelle banque de développement et à un fonds de réserve en devises, le *Contingent Reserve Arrangement*. Les BRICS représentent-ils pour autant une alternative viable au néolibéralisme et à l'impérialisme occidental ? Aucunement, selon Robin Lee.

Les institutions financières développées par les BRICS ont des liens substantiels avec le FMI et la Banque mondiale. Un exemple : le fonds de réserve impose aux pays membres qui ont atteint 30% de leurs quotas d'emprunts autorisés d'introduire une demande de prêt conditionné à l'ajustement structurel auprès FMI. Selon l'auteure, à travers la création de nouvelles institutions financières, les BRICS ne cherchent en réalité qu'à exploiter à leur propre profit le fonctionnement néolibéral établi par les puissances occidentales. Cette analyse est tout à fait cohérente avec la rapacité dont les BRICS font preuve sur le continent africain, la Chine en particulier.

"Les BRICS représentent-ils une alternative viable au néolibéralisme et à l'impérialisme occidental ? Aucunement, selon Robin Lee"

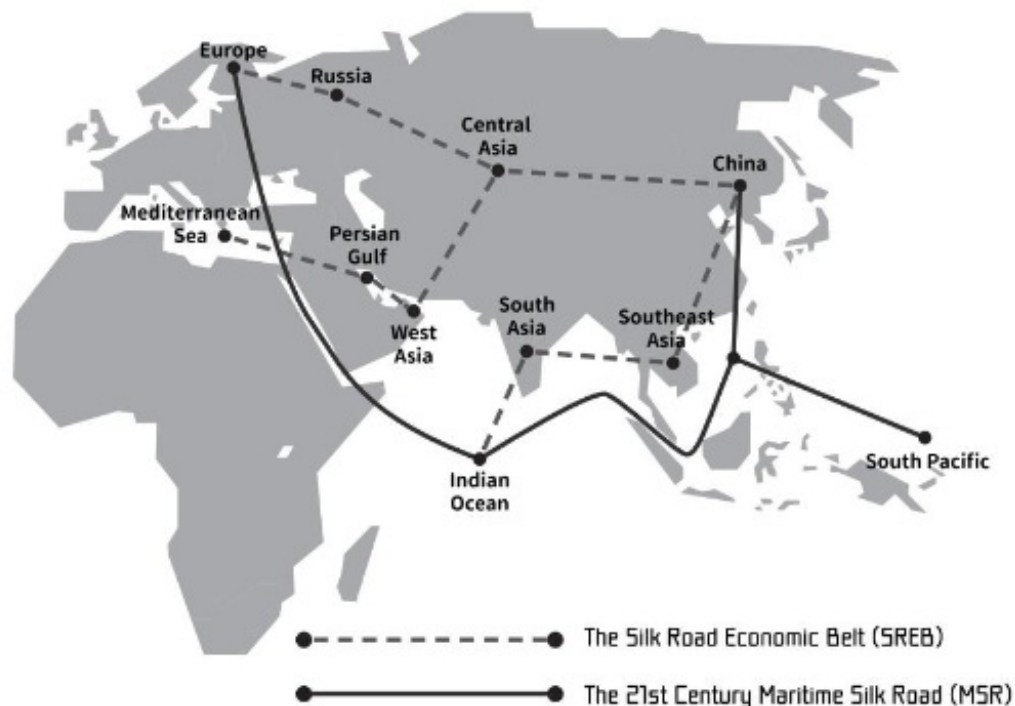
La Chine est la principale contributrice financière des BRICS, et aussi celle qui a le plus à gagner de leur coopération. Entre 2008 et 2013, son taux de croissance était deux fois plus élevé que ceux des autres membres. Beijing participe à plus de 85 % des échanges commerciaux intra-BRICS. Elle est l'une des trois principales destinations d'export de chacun des autres membres. Ce n'est pas un hasard si le siège de la Nouvelle banque de développement se trouve à Shanghai et non à New Delhi.

Pour Robin Lee, les stratégies économiques et commerciales de la Chine au sein des BRICS sont nocives pour l'environnement et portent atteinte aux droits des travailleuses. Beijing cherche par exemple à instaurer une zone de libre-échange entre les BRICS, ce qui conduirait à une concurrence préjudiciable pour les travailleuses en particulier dans les économies les plus faibles du groupe. Selon l'auteure, l'appropriation

des ressources naturelles africaines par les entreprises chinoises est la manifestation d'une nouvelle forme d'impérialisme chinois. Cette appropriation se retrouve aussi dans le cadre de l'initiative des nouvelles routes de la soie, développée par le gouvernement chinois depuis 2013.

Les nouvelles routes de la soie manifestent l'avènement d'un nouvel impérialisme chinois

Dévoilée en 2013 par le président Xi Jinping, l'initiative des nouvelles routes de la soie (NRS) est un projet titanesque de restauration et d'expansion de l'ancienne route de la soie, qui s'était surtout développée sous la dynastie Han (221 av. J.-C. - 220 ap. J.-C.). Elle se compose en premier lieu d'une « ceinture » terrestre, la route de la soie économique terrestre (« *Silk Road Economic Belt* », SREB), qui couvrira la Birmanie, l'Asie centrale et l'Asie de l'Ouest, arrivant en Europe via la Russie. Son second volet est une « route » maritime, la route de la soie maritime du 21^e siècle (« *21st Century Maritime Silk Road* », MSR), qui s'étendra de l'Asie du Sud-Est jusqu'à l'Europe en passant par l'Inde, le Sri Lanka et le Kenya. L'initiative a pour but officiel de faciliter l'intégration financière et le commerce entre les parties prenantes et se dit opposée à « toute forme de protectionnisme ». En termes concrets, cette intégration financière et commerciale se fait par la construction de ports en eau profonde, de lignes de chemins de fer, de routes et d'autoroutes, de réseaux électriques, mais aussi d'oléoducs, de gazoducs, de centrales nucléaires et à charbon, réalisés grâce à des investissements et des prêts chinois massifs. En mai 2017, 68 pays et organisations internationales avaient signé des accords de coopérations avec la Chine dans le cadre des NRS.



Pour financer le nombre impressionnant de projets tombant sous l'égide des NRS, Beijing a dû mobiliser ses réserves financières à un niveau sans précédent. En 2013, la Banque de développement de Chine prévoyait déjà de réserver plus de 890 milliards de dollars US

pour le développement de plus de 900 projets de par le monde. Les NRS ont aussi bénéficié de 50 milliards de dollars US d'un fonds ad hoc, le Fonds de développement de la route de la soie, ainsi que de 100 milliards de dollars US de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB).

" L'initiative va affirmer le rôle du yuan comme monnaie à stature internationale et permettre à la Chine de se positionner comme une puissance régionale et mondiale"

La Chine peut retirer énormément de bénéfices de ce plan ambitieux. L'initiative va affirmer le rôle du yuan comme monnaie à stature internationale et permettre à la Chine de se positionner comme une puissance régionale et mondiale, ce qui pourrait l'amener à contester aux États-Unis le rôle de première puissance en Asie (voire au-delà). Les accords vont ouvrir de nouveaux marchés à la Chine et améliorer le potentiel d'investissement de ses entreprises. Ceci lui permettra de résoudre les problèmes de surproduction industrielle auxquels elle a été confrontée récemment, ainsi que d'envoyer une partie de ses nombreux travailleurs à l'étranger. Les NRS sont ainsi vues comme une aubaine par certaines régions pauvres de la Chine, qui ont intégré l'initiative dans leur stratégie de développement. Mais Robin Lee prévoit de nombreux effets néfastes conséquemment à cette initiative.

Conséquences économiques et environnementales des NRS

Les projets des NRS vont en effet renforcer un système néolibéral dont on connaît déjà les conséquences catastrophiques pour l'environnement, les économies locales et les droits des travailleurs-euses. Un grand nombre d'investissements vont contribuer à l'épuisement des ressources naturelles et à la destruction de la biodiversité locale, aggravant dans le même temps la pollution de l'air, de la terre et de l'eau. On peut citer comme exemple les investissements chinois dans la création de nouvelles centrales à charbon au Pakistan. Certains projets s'accompagnent de l'expulsion forcée de communautés locales, comme c'est le cas au Cambodge, où la Chine contrôle un quart de la terre agricole.

De nombreuses violations des droits des travailleurs-euses ont par ailleurs été constatées : travail informel ou sans contrat, heures de travail excessives, salaire en-dessous du minimum local, manquements généraux aux codes du travail locaux et chinois, violation des conventions de l'OIT, etc. Il est souvent difficile pour les travailleurs-euses de lutter collectivement pour faire valoir leurs droits. Quand des conflits éclatent, les entreprises chinoises n'hésitent pas à payer les syndicalistes ou la police pour échapper à des sanctions.

"L'endettement des pays partenaires est l'une des conséquences les plus dramatiques de l'initiative des nouvelles routes de la soie"

L'endettement des pays partenaires est l'une des conséquences les plus dramatiques de l'initiative des nouvelles routes de la soie. Certains des prêts proposés par Beijing créent une dette insoutenable pour des pays plus petits ou plus pauvres, à la fois parce que les sommes d'argent mobilisées sont énormes et parce que certains projets sont inadaptés aux besoins économiques locaux. Il arrive en effet aux banques chinoises de prêter sans égard pour la faisabilité des projets. À ce titre, la brochure de Robin Lee rappelle qu'en

2017, les banques chinoises sont exposées à un volume très élevé de prêts concernant des investissements non-performants. Depuis 1997, seuls 60 % des projets bénéficiant d'investissements de capitaux chinois ont été réalisés comme prévus. Les prêts se dirigent vers des mégaprojets dont la rentabilité n'est pas avérée. Ces éléphants blancs, tels que l'aéroport d'Hambantota au Sri Lanka, qui a été renommé « l'aéroport le plus vide du monde », ont en réalité pour but d'absorber la surcapacité de production chinoise et de mettre la main sur des actifs étrangers. Ainsi, en 2017, le gouvernement sri lankais, incapable de faire face à son endettement, a dû céder à la Chine 70% des droits d'exploitation du port en eau profonde d'Hambantota.

Ces concessions se font sans consultation démocratique, les conditions des prêts étant totalement opaques. Les entreprises chinoises entrent parfois en collusion avec les gouvernements partenaires, se voyant attribuer des projets de construction sans les autorisations nécessaires. Cet état de fait a mené à des protestations dans certains pays, parfois violemment réprimées par les autorités. Les gouvernements des pays partenaires soutiennent en effet bien souvent la Chine contre leurs propres populations, comme c'est le cas au Pakistan. Pour faciliter la construction de centrales électriques au charbon, le gouvernement y a exempté les centrales énergétiques labellisées NRS d'une restriction datant de 2016 sur l'usage de charbon importé.

Quel pourra être l'impact des NRS sur la population chinoise ?

Les NRS visent à apporter des solutions à certains enjeux domestiques, comme le problème de surproduction chinois, et, selon le discours des autorités, devrait entraîner des transferts de fonds vers les régions pauvres de la Chine, aidant ainsi à leur développement et favorisant une certaine libéralisation économique. Le Xinjiang, une région désertique du Nord-Ouest de la Chine, qui connaît des difficultés économiques et des conflits ethniques, serait amené à devenir un « hub » financier. Dans les régions pauvres du centre de la Chine, comme le Ningxia, il est prévu de mobiliser les terres arables pour des projets d'exportations dans la cadre des NRS. Dans le même temps, toujours selon les autorités, les régions plus riches de l'Est de la Chine pourraient profiter de l'ouverture de nouveaux marchés pour développer leurs secteurs tertiaires et financiers, et se spécialiser dans des technologies plus avancées.

" Il est plus que probable que les NRS soient une nouvelle initiative qui donne la priorité aux profits des élites et au renforcement du règne du Parti communiste chinois"

Cependant, l'initiative des NRS aura aussi certainement des conséquences négatives en Chine. Si le désert du Xinjiang doit devenir la « fenêtre vers l'ouest » de Beijing, tous les projets initiés sont pilotés par le gouvernement central sans égard à la minorité Uyghur de la région, qui fait déjà face à des discriminations très graves. À ce titre, la brochure cite le chercheur Michael Clarke, qui explique que « l'intensification des oppositions uyghur et tibétaine au règne central a mené Beijing à accélérer le développement et la modernisation économique de ces régions dans le but d'achever leur intégration dans l'état chinois moderne ». D'une manière plus large, les NRS ne peuvent que contribuer à l'intensification des tensions sociales, car l'initiative suppose un développement rapide au mépris de l'assainissement de l'air, de l'eau et de la terre demandé par les populations chinoises. Les

NRS vont aussi aggraver les inégalités économiques, déjà extrêmes en Chine, dont le coefficient de GINI a été évalué à 0,73 en 2012, ce qui signifie que le 1 % des plus riches détenait déjà un tiers de la richesse totale. Robin Lee conclut qu'à « l'échelle nationale, il est plus que probable que les NRS soient une nouvelle initiative qui donne la priorité aux profits des élites et au renforcement du règne du Parti communiste chinois, au détriment d'améliorations du quotidien des gens ordinaires et de la protection de l'environnement ».

Conclusion

Cet ouvrage passe en revue les stratégies expansionnistes chinoises réalisées via les BRICS et les NRS, critiquant l'idée que le développement de la puissance et de l'influence chinoises pourrait présenter une alternative bénéfique au monde néolibéral pour les gens ordinaires. Il encourage l'organisation d'une résistance vigoureuse en réponse aux politiques des BRICS et à la mise en œuvre des NRS, sans quoi les prochains investissements de la Chine porteront atteinte à la vie de millions de personnes de par le monde.